

CHANGEMENT DE GOUVERNEMENT... MAIS PAS DE POLITIQUE !

Lors des municipales, les travailleur·ses et retraité·es ont sanctionné fortement le parti du président de la République. À la suite de ces élections, l'Élysée a fait mine d'entendre le peuple en avançant l'idée d'un changement de « chemin ». Comme le dit le proverbe, « tous les chemins mènent à Rome ! » Et, pour le chef de l'État, Rome est le libéralisme.

Le Gouvernement, à peine nommé, prouve qu'il va suivre fidèlement la casse des acquis et conquis des travailleur·ses : chantage à l'emploi, allongement du temps de travail, baisse des salaires avec la mise en œuvre d'« accords de performance », réforme des retraites...

Le prétexte ? Facile. La pandémie a mis en danger l'économie et des millions de travailleur·ses vont se retrouver à Pôle emploi... pour maintenir les dividendes. Le chantage est alors facile : un emploi sous-payé ou c'est le chômage !

De nombreux emplois sont menacés au seul profit des grandes entreprises de distribution des biens de consommation, ou dans d'autres secteurs. Rien que dans l'habillement, au moins 14 000 emplois disparaîtraient. Bien d'autres secteurs pourraient être cités tel qu'Airbus, numéro un mondial de l'aéronautique, détenu en partie par trois États européens et dont le carnet de commandes est plein pour 10 ans, annonce un plan de licenciement de 17 000 salariés ! Cet exemple est symptomatique de l'aberration d'une société libérale : enrichir une minorité sur le dos du peuple.

La fonction publique n'est malheureusement pas mieux lotie : gel à nouveau, et depuis dix ans, du point d'indice (base du salaire des fonctionnaires). Après la pandémie, les travailleur·ses, qui saluaient tous les soirs le personnel médical et de secours, espéraient mieux pour leurs hôpitaux, leurs écoles, leurs services publics... mais le Gouvernement en a décidé autrement : les premières lignes ne méritent toujours pas de revalorisation, ni d'amélioration des conditions de travail.

LE MONDE D'APRÈS DOIT ÊTRE SOCIAL !

Cette litanie libérale, nous la connaissons. C'est celle que les gouvernements successifs nous servent depuis des décennies pour justifier leurs cadeaux au patronat et aux actionnaires, dont le seul but est de piller les richesses que nous produisons.

Le « monde d'après » ne peut ressembler au « monde d'avant » qui nous entraîne de crise en crise. Nous sommes les travailleur·ses, les retraité·es ; nous sommes la majorité et nous devons nous organiser. Entreprise par entreprise, métier par métier, réunissons-nous ; décidons de nos moyens d'action, y compris du besoin de recours à la grève, pour porter nos revendications dans les entreprises et au niveau des branches, pour porter un projet de progrès social et environnemental pour tou·tes, digne de notre temps !

MOBILISATION : 17 SEPT. 2020
MANIF 14 HEURES
place de la République • Paris

L'intersyndicale CGT, FSU, Solidaires, FIDL, MNL, UNEF, UNL vous propose une première journée de grève et de mobilisation en cette rentrée sociale. Le 17 septembre, mobilisons-nous tou·tes ensemble pour exiger la réduction du temps de travail, pour que chacun·e ait un emploi, l'augmentation de tous les salaires et pensions de retraite, et l'investissement massif dans les services publics, particulièrement dans l'hôpital public.

LE BONHEUR, NOUS Y AVONS DROIT.
ENSEMBLE, GAGNONS-LE !

UNION
DÉPARTEMENTALE
la
cg**t** PARIS

Union des syndicats CGT de Paris
85, rue Charlot
75140 Paris Cedex 03

01 44 78 53 31
accueil@cgtparis.fr
www.cgtparis.fr